



Schweizerische Eidgenossenschaft  
Confédération suisse  
Confederazione Svizzera  
Confederaziun svizra

Seul le texte prononcé fait foi

**ASSEMBLÉE GÉNÉRALE  
62<sup>ème</sup> session**

**Première Commission**

**DÉCLARATION**

**prononcée par l'Ambassadeur Jürg Streuli  
Représentant permanent de la Suisse  
auprès de la Conférence du Désarmement à Genève**

**Débat général**

---

Check against delivery

**GENERAL ASSEMBLY  
62<sup>nd</sup> Session**

**First Committee**

**STATEMENT**

**by Ambassador Jürg Streuli  
Permanent Representative of Switzerland  
to the Conference on Disarmament in Geneva**

**General Debate**

**New York, le 9 octobre 2007**

Monsieur le Président,

Permettez-moi de vous féliciter pour votre accession à la Présidence de notre Commission et de vous assurer de l'entier soutien de ma délégation dans l'exercice de vos fonctions. La première participation de la Suisse au Bureau de la 1<sup>ère</sup> Commission nous permet de vous garantir un appui particulier pendant votre Présidence.

Ma délégation désire également saluer Son Excellence l'Ambassadeur Sergio Duarte dans ses nouvelles fonctions en tant que Haut Représentant pour le désarmement. Nous nous réjouissons d'ores et déjà de travailler en étroite collaboration avec lui et son équipe.

Monsieur le Président,

Dans ma déclaration, je me concentrerai sur des éléments clés portant sur des sujets qui sont particulièrement importants. La Suisse aura l'occasion d'approfondir ces sujets lors des débats thématiques.

Monsieur le Président,

Pour mon pays, un des moments importants de cette année du désarmement a été la **présidence suisse de la Conférence du Désarmement (CD)**. Bien que celle-ci ne se soit pas conclue par l'adoption d'un programme de travail ou par l'ouverture de négociations sur un traité FMCT, nous avons noté avec satisfaction que, sur ces deux thèmes, le débat a été très substantiel et que la CD n'a jamais été aussi proche d'un compromis.

Le défi qui attend les présidents de la session 2008 sera de réussir à faire le dernier pas, afin que la CD puisse retrouver le chemin des négociations. A cet effet, la Suisse en appelle aux quelques Etats encore réticents à accepter la proposition de programme de travail des Six Présidents de la CD (document CD/2007/L1 complété par les déclarations présidentielles), afin de permettre la reprise dès 2008 des négociations sur un FMCT. Nous sommes en effet d'avis que l'arrêt vérifiable de la production de nouveau matériel fissile est un objectif atteignable, d'autant plus qu'il sert les intérêts de sécurité nationale de tous les Etats.

Par ailleurs, l'adoption du programme de travail des Six Présidents permettrait de commencer des discussions de fond sur d'autres thématiques de désarmement qui répondent à une véritable attente, telles la militarisation de l'espace ou les assurances de sécurités négatives.

Monsieur le Président,

La Suisse regrette que la 1<sup>ère</sup> session du Comité préparatoire de la **Conférence d'examen de 2010 du Traité de non-prolifération nucléaire (TNP)**, tenue à Vienne en mai dernier, ait reproduit le scénario de blocage qu'avait connu la Conférence d'examen de 2005. Par ailleurs, le débat substantiel a mis en évidence l'accentuation du fossé entre Etats dotés de l'arme nucléaire voulant mettre l'accent sur la lutte contre la prolifération, Etats non-dotés de l'arme nucléaire voulant focaliser sur le désarmement et enfin ceux inquiets de se voir restreindre l'accès aux technologies nucléaires. Cette évolution est préoccupante, mais nous devons continuer de nous engager afin d'assurer la réussite du processus d'examen du TNP qui se poursuivra à Genève en mai 2008.

La Suisse est en effet d'avis qu'une approche par étapes visant des objectifs peu controversés est réalisable. Dans ce contexte, mon pays a décidé cette année de sponsoriser le projet de résolution sur le "**de-alerting**". Un tel projet – par ailleurs déjà contenu dans les "Treize Pas" de 2000 – correspond à ce type d'approche modérée.

Les **questions nucléaires régionales** connaissent des évolutions contrastées. Ainsi, la **51<sup>ème</sup> Conférence générale de l'AIEA**, tenue à Vienne en septembre dernier, a mis à nouveau en évidence les tensions croissantes que provoque la prolifération nucléaire au Moyen-Orient. La Suisse a noté avec satisfaction qu'un plan de travail a été mis en place entre l'AIEA et l'Iran pour répondre aux questions en suspens. Nous sommes toutefois conscients que ce processus ne résoudra pas l'ensemble du dossier nucléaire iranien et que, pour ce faire, seule la voie diplomatique doit s'imposer. La Suisse appelle donc toutes les parties engagées à s'asseoir au plus vite à la table de négociations afin d'éviter tout dérapage dont les conséquences nous affecteraient tous.

Depuis le début de cette année, une évolution encourageante est à signaler sur la **question nucléaire en péninsule coréenne**, illustrée par les négociations menées début septembre à Genève. La Suisse salue ce développement et demande à toutes les parties engagées de faire preuve d'un esprit constructif afin de permettre au processus de dénucléarisation complète de la péninsule coréenne d'aboutir rapidement.

Monsieur le Président,

La **Convention sur les armes chimiques** célèbre son dixième anniversaire cette année. En dix ans, des progrès ont été réalisés et nous nous approchons du jour où les Etats ne posséderont plus d'armes chimiques. Actuellement, 182 Etats sont Parties à la Convention et

nous sommes donc très proches de l'universalité. Nous en appelons à tous les Etats qui ne l'ont pas encore fait à signer et ratifier la Convention. Nous appelons aussi les Etats Parties à œuvrer à sa mise en œuvre au niveau national.

Dans le contexte de la destruction des arsenaux chimiques déclarés par les Etats Parties, nous avons observé un certain nombre de développements positifs. La Suisse a fourni un soutien financier aux autorités albanaises et russes pour les aider à détruire leurs stocks d'armes chimiques dans les délais fixés par la Convention et prolongés par la Conférence des Etats Parties. Nous tenons ici à féliciter l'Albanie qui, cet été, est devenu le premier Etat à avoir détruit toutes les armes chimiques qu'il détenait.

Monsieur le Président,

Il y a presque un an, les Etats Parties à la **Convention sur les armes biologiques** se sont réunis pour la 2<sup>ème</sup> Conférence d'examen au cours de laquelle ils se sont entendus sur un certain nombre de mesures pratiques en vue de renforcer la Convention. Par exemple, la seconde Conférence d'examen a conduit à la mise sur pied de l'Unité d'appui à l'application de la Convention. La Suisse est convaincue que cette Unité deviendra un relais toujours plus important pour les Etats Parties en vue d'échanger des informations et de coordonner leurs activités. Nous espérons que la dynamique engagée lors de la Seconde Conférence d'examen conduira à d'autres discussions constructives sur les renforcements possibles de la Convention sur les armes biologiques.

Monsieur le Président,

En novembre 2006 s'est tenue à Genève la 3<sup>ème</sup> Conférence d'examen des Etats Parties à la **Convention sur certaines armes classiques** (CCAC) laquelle a vu l'entrée en vigueur du Protocole V relatif aux restes explosifs de guerre. Cette conférence a démontré aussi que certaines armes classiques qui ne sont pas réglées par des normes spécifiques, causaient toujours des problèmes humanitaires inacceptables. Je citerai à cet effet les armes à sous-munitions. En participant activement aux deux enceintes multilatérales qui traitent de cette problématique - soit la CCAC et le processus d'Oslo - la Suisse souhaite que soit conclu un nouvel instrument de droit international humanitaire adressant de manière ambitieuse, globale et équilibrée la problématique des sous-munitions.

En ce qui concerne les **armes légères et de petit calibre**, la Suisse continue de s'engager activement pour la mise en œuvre du Programme d'action des Nations Unies et de l'Instrument international d'identification et de traçage rapides et fiables des armes légères et de petit calibre illicites. L'année prochaine aura lieu ici même la réunion biannuelle relative au Programme d'action. Dans le cadre de cette réunion, les Etats devront pour la première fois rendre compte des travaux qu'ils ont entrepris pour mettre en œuvre l'instrument de marquage et traçage, ceci deux ans et demi après l'adoption dudit instrument par l'Assemblée générale. Ce sera l'occasion de faire le point sur la situation et d'envisager les mesures à prendre dans ce domaine pour les années à venir. Nous encourageons tous les Etats à se lancer sans tarder dans la préparation de cette réunion.

Monsieur le Président,

La Suisse poursuit également, en étroite collaboration avec d'autres Etats, son engagement pour une meilleure reconnaissance de l'impact négatif que la **violence armée exerce sur le développement social et économique**. Des recherches sont actuellement en cours, dans le cadre du processus lancé par la *Déclaration de Genève sur la violence armée et le développement*, pour mieux étayer cette problématique au niveau mondial. Nous comptons présenter l'année prochaine les résultats de ces travaux.

Enfin, Monsieur le Président, je ne voudrais pas terminer sans renouveler l'assurance de la totale adhésion de la Suisse à la récente initiative des Nations Unies concernant le projet de **traité sur le commerce des armes**. La Suisse a apporté son plein soutien à ce processus et est très satisfaite de participer au Groupe d'experts gouvernementaux.

Monsieur le Président, je vous remercie de votre attention.

Mr Chairman,

I would like to begin by congratulating you on your accession to the presidency of our commission and to assure you of the full support of my delegation. This is Switzerland's first participation in the Office of the 1st Committee, and we can assure you of our particular support during your presidency.

In addition, my delegation would like to congratulate His Excellency, Ambassador Sergio Duarte on his nomination as High Representative for Disarmament Affairs. We are looking forward to a close cooperation with you and your office.

Mr. Chairman,

In my statement, I shall focus on issues that are of specific importance. Switzerland will elaborate in greater detail during the thematic debate.

Mr. Chairman,

One of the high points of this disarmament year for my country was the Swiss presidency of the **Disarmament Conference**. Even if this presidency did not lead to the adoption of a working programme or to the opening of negotiations for a Fissile Material Cut-Off Treaty, we note with satisfaction that the debate on these two topics was substantial, and that the CD has never been so close to finding a compromise.

The challenge facing the presidents of the 2008 session will be to take the final step so that the CD can return to the path of negotiation. The Swiss government thus appeals to those States that are still reluctant to agree to the working programme proposed by the six presidents of the CD (document CD/2007/L1, supplemented by the presidential statements) to do so in order to enable the restart of the negotiations on the FMCT in early 2008. We are of the opinion that the verifiable stop of the production of new fissile material can be achieved, especially as this would be in the interests of the national security of all States.

Furthermore, the adoption of the working programme by the six presidents would make it possible to open substantive discussions on other disarmament questions that preoccupy the

community of States, such as on the weaponisation of outer space or on negative security assurances.

Switzerland regrets that the first session of the preparatory committee of the 2010 review conference of the **Nuclear Non-Proliferation Treaty**, which was held in Vienna in May 2007, replicated the blockage that occurred at the 2005 review conference. The substantive debate also underlined the gulf between States possessing nuclear weapons wanting to stress the fight against proliferation, non-nuclear States wishing to concentrate on disarmament and those States worried by restrictions to access to nuclear technology as a whole. This development is worrying, but we must continue to work to ensure the success of the NPT review process which will take place in Geneva in May 2008.

Switzerland is convinced that a gradual approach, aiming to achieve goals that are not controversial, is feasible. This is why my country has decided to sponsor the draft resolution on the 'de-alerting' of nuclear weapons. This kind of project – which was part of the 'Thirteen Steps' of 2000 – corresponds to this approach.

On **regional questions**, developments have been mixed. The **51<sup>st</sup> General Conference of the AIEA**, held in Vienna in September, again highlighted the increasing tensions generated by nuclear proliferation in the Middle East. Switzerland noted with satisfaction that a working plan has been put in place between the AIEA and Iran to respond to unresolved issues. However, we are aware that this process will not resolve the Iranian nuclear dossier as a whole and that this can be done only by diplomacy. Switzerland therefore appeals to all the parties involved to start negotiating as soon as possible in order to prevent developments whose consequences would affect us all.

Since the beginning of the year, there have been encouraging developments with regard to the **nuclear issue in the Korean peninsula**, illustrated by the negotiations held in Geneva at the beginning of September. Switzerland welcomes these latest events and calls on all the parties involved to work together constructively to bring the process of the complete denuclearisation of the Korean peninsula to a swift conclusion.

Mr Chairman,

The **Chemical Weapons Convention** is celebrating its tenth anniversary this year. The progress made in the past ten years means we are approaching the day when states no longer possess chemical weapons. 182 states are at present party to the Convention, we are thus only a few steps away from universality. We call upon all states who have not yet done so to sign or ratify the Convention, and we call upon all states parties to further implement the Convention on the national level.

There have been a number of positive developments with respect to the destruction of the chemical weapons arsenals declared by states parties. Switzerland has been, and still is, providing financial support for the Albanian and Russian authorities to assist them with the destruction of their chemical weapons arsenals within the deadlines set by the Convention and as extended by the Conference of States Parties. We would like to congratulate Albania on having completed its destruction programme in the summer of this year and becoming the first possessor state to have done so.

Mr Chairman

Almost one year ago, the states party to the **Biological Weapons Convention** met for the Second Review Conference during which they agreed on a number of practical measures to strengthen the Convention. For instance, the 2nd Review Conference led to the establishment of the Implementation Support Unit. Switzerland is convinced that this unit will become an ever more important port of call for States Parties to exchange information and coordinate their activities. We hope that the momentum created by the Second Review Conference will enable further constructive talks about strengthening the Biological Weapons Convention.

Mr Chairman

The third review conference of the States party to the **Convention on Certain Conventional Weapons** (CCCW) took place in Geneva in November 2006. It saw the entry into force of Protocol V on Explosive Remnants of War. This conference also showed that certain conventional weapons not regulated by specific norms are still causing unacceptable humanitarian problems. I refer in particular to sub-munitions. By participating actively in the two multilateral bodies which deal with this urgent humanitarian issue – the CCCW and the Oslo Process – Switzerland wishes to see the introduction of a new instrument of international humanitarian law which will address the problem of sub-munitions in an ambitious, global and balanced manner.

As for **small arms and light weapons**, Switzerland continues to be actively engaged in the implementation of the United Nations Programme of Action and the International Instrument to Enable States to Identify and Trace, in a Timely and Reliable Manner, Illicit Small Arms and Light Weapons. The next bi-annual meeting of the Programme of Action takes place in New York next year. In the framework of this meeting, States will for the first time have to give an account of the measures they have taken to implement the marking and tracing instrument, two years after its adoption by the General Assembly. This will be an opportunity to take stock of the situation and to consider measures to be taken in this area in the years to come. We encourage all States to start preparing immediately for this meeting.

Mr Chairman

Switzerland is also, in close cooperation with other States, continuing its efforts to increase awareness of the negative impact **of armed violence on social and economic development**. Research is currently going on into this subject in the framework of the process launched by the *Geneva Declaration on Armed Violence and Development*. The aim is to highlight the importance of this problem at the global level. We hope to present the results of this work next year.

Let me, Mr Chairman, end my remarks by reiterating Switzerland's full endorsement of the most recent United Nations initiative in the area of arms control, the project of developing an **Arms Trade Treaty**. Switzerland has actively supported this process and is therefore particularly pleased to participate in the Group of Governmental Experts.

Mr Chairman, thank you for your attention.